



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 juillet 2001
Français
Original: espagnol

Lettre datée du 25 juillet 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous serais très obligé de bien vouloir, en votre qualité de Président du Conseil de sécurité pour le mois de juillet, faire distribuer le document intitulé « Éléments à prendre en compte lors du débat public sur la question des armes légères » (voir annexe) comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Alfonso **Valdivieso**

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

**Annexe à la lettre datée du 25 juillet 2001, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Éléments à prendre en compte lors du débat public
sur la question des armes légères**

**Mission permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies
Présidence de la Colombie
Conseil de sécurité
Août 2001**

1. Le 2 août 2001, le Conseil de sécurité tiendra un débat public sur la question des armes légères, sous la présidence de la Colombie. Cette réunion, à laquelle le Secrétaire général de l'ONU assistera, sera présidée par le Ministre colombien des affaires extérieures.
2. Le présent document a pour objet de fournir des informations générales aux États Membres de l'Organisation qui ne sont pas membres du Conseil et qui souhaitent participer au débat, afin de les aider à orienter leurs interventions.

A. Pertinence de la question des armes légères

3. Il est généralement reconnu par la communauté internationale que l'accumulation et la circulation de grandes quantités d'armes légères et le trafic illécite de ces armes constituent une menace pour la paix et la sécurité dans le monde. Le grand nombre d'armes légères en circulation contribue à intensifier les conflits armés et à faire augmenter les indicateurs de violence. La facilité avec laquelle on peut se procurer ces armes ralentit en outre la négociation et l'application d'accords de paix durables, fait obstacle à la consolidation d'une culture de paix et de prévention et entrave les efforts de consolidation de la paix.
4. Le Conseil de sécurité ayant un rôle à jouer dans ces domaines, l'examen de la question est tout à fait pertinent.

B. Objectifs de la réunion du 2 août

5. Le débat public proposé par la Colombie n'a pas pour objet de donner de nouvelles définitions ou de proposer de nouvelles analyses, ni de créer de nouvelles normes et de nouveaux codes de conduite applicables aux armes légères. Des efforts ont été déployés et des initiatives prises en ce sens aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national qui vont bien au-delà des limites de la compétence du Conseil de sécurité.
6. Le débat public proposé par la Colombie a d'autres objectifs généraux, que nous indiquons brièvement ci-après. Le premier consiste à faire le point de la question des armes légères près de deux ans après son inscription à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, le 24 septembre 1999.

7. Le deuxième, à porter un regard critique sur la manière dont la question est traitée, en particulier dans les situations de conflit dont le Conseil de sécurité est saisi.

8. Le troisième, à approfondir l'examen de la question par le Conseil, avec la participation expresse et active des pays qui n'en sont pas membres.

9. Le quatrième, à examiner le rôle que peut jouer le Conseil dans l'application du plan d'action adopté le vendredi 20 juillet 2001 par la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, en tirant profit de l'élan créé par cette conférence.

10. Le dernier consiste à élaborer une série de recommandations pratiques et applicables qui pourraient être consignées dans une déclaration du Président ou une résolution qui définirait la participation et la contribution du Conseil à la question.

C. Participation au débat

11. Nous invitons les membres du Conseil de sécurité à participer au débat en formulant des suggestions et des recommandations qui enrichissent les travaux du Conseil concernant la question des armes légères.

12. Nous sommes conscients que cette question intéresse un grand nombre d'acteurs à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies. À l'intérieur, elle intéresse notamment l'Assemblée générale et des organismes comme le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et, à l'extérieur, les organisations régionales, les autorités nationales et locales, les entreprises privées, les organisations de la société civile et les citoyens de tous les pays. Il faudrait examiner et définir le rôle de chacun de ces acteurs dans les instances appropriées.

13. Notre initiative du 2 août concerne particulièrement le Conseil de sécurité et la manière dont il pourrait améliorer au maximum sa contribution à l'examen de la question des armes légères dans les domaines relevant directement de sa compétence.

D. Historique de l'examen de la question au Conseil de sécurité

14. Le 24 septembre 1999, le Conseil de sécurité a inscrit à son ordre du jour la question des armes légères, écouté les déclarations de ses 15 membres – dont un grand nombre étaient représentés au niveau des ministres – et publié une déclaration du Président (S/PRST/1999/28).

15. Dans cette déclaration, le Conseil de sécurité demandait au Secrétaire général d'élaborer un manuel de référence à utiliser sur le terrain, qui porterait sur les méthodes écologiquement rationnelles de destruction des armes, afin d'aider les États Membres à éliminer les armes qui leur seraient remises à titre volontaire par des civils ou qu'ils auraient récupérées auprès d'anciens combattants. Le Secrétaire général a présenté un rapport à ce sujet le 15 novembre 2000 (S/2000/1092).

16. De plus, le Conseil de sécurité s'est référé de nombreuses fois à la question des armes légères, de manière générale lorsqu'il a examiné des questions thémati-

ques et de manière plus concrète lorsqu'il a examiné les situations de conflit dont il est saisi.

17. Il s'y est souvent référé de manière générale à l'occasion de l'examen des questions concernant la protection des civils dans les conflits armés, les mineurs se trouvant dans une situation de conflit armé, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

18. Il s'y est souvent référé de manière plus précise à l'occasion de l'examen des régimes de sanctions et, en particulier, des embargos sur les armes. De plus, en 2001, il a abordé la question lors de l'examen, notamment, des situations de conflit en Angola, en Sierra Leone, en République démocratique du Congo et au Burundi et des situations postérieures à un conflit en Guinée-Bissau, en République centrafricaine, en Érythrée et en Éthiopie, au Timor oriental, en Afghanistan et dans les Balkans.

E. Questions à examiner

19. Sans prétendre être exhaustifs, nous proposons ci-après quelques questions dont les États Membres pourraient s'inspirer pour intervenir dans le débat public du 2 août :

a) *Teneur des rapports du Secrétaire général.* Quelles recommandations peut-on formuler au sujet de la question des armes légères dans les rapports que le Secrétaire général soumet pour examen au Conseil de sécurité? Quelles informations faudrait-il faire figurer dans ces rapports pour que le Conseil puisse agir plus vigoureusement?

b) *Mécanismes de suivi.* Comment assurer un suivi permanent de la question des armes légères au Conseil? Quelle valeur supplémentaire auraient les rapports du Secrétaire général s'ils contenaient des recommandations spécifiquement adressées au Conseil?

c) *Étendue de la question.* Qu'en est-il véritablement de la question des armes légères, en particulier dans les situations de conflit qui retiennent l'attention du Conseil? Quels résultats concrets a-t-on obtenus? Les mesures qui ont été prises ont-elles eu des effets positifs? Quels ont été les problèmes et difficultés? En quoi le fait que les parties à un conflit aient facilement accès à des armes légères modifie-t-il leur application des accords de paix? Qu'advient-il des armes légères une fois que le processus de réinsertion, démobilisation et désarmement est mené à son terme?

d) *Exposés portant spécifiquement sur la question des armes légères.* Dans quels cas le Secrétaire général doit-il présenter au Conseil de sécurité un exposé sur les armes légères à l'occasion de l'examen d'une question inscrite à son ordre du jour?

e) *Renforcement des mécanismes régionaux et sous-régionaux*¹. Comment le Conseil de sécurité peut-il renforcer et compléter les efforts qui sont faits au niveau régional pour réduire le nombre des armes légères et les rendre moins accessibles? Comment promouvoir un dialogue constructif avec les organes régionaux pour examiner cette question?

f) *Embargos sur les armes*. Que peut-on faire pour garantir l'application des embargos sur les armes? Est-il viable de créer un groupe d'experts chargé d'examiner la question des armes légères et de formuler des recommandations concrètes?

g) *Enseignements à tirer*. Qu'a-t-on appris concernant les armes légères? Quelles mesures pratiques et applicables le Groupe de l'analyse des politiques et des enseignements tirés des missions du Département des opérations de maintien de la paix est-il en mesure de formuler?

h) *Missions consultatives*. Peut-on envisager de dépêcher, avec l'assentiment des États intéressés, des missions consultatives chargées d'examiner la question des armes légères dans les régions dont s'occupe le Conseil de sécurité?

i) *Résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite d'armes légères sous tous ses aspects*. Le débat du 2 août se tiendra quelques jours après l'achèvement, le 20 juillet 2001, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, que la Colombie a eu l'honneur de présider. À l'issue d'intenses négociations, un plan d'action a été adopté, qui crée de nouvelles responsabilités pour la communauté internationale. Quelles sont les responsabilités concrètes du Conseil de sécurité conformément à ce plan d'action? Comment le Conseil peut-il contribuer à l'appliquer dans les situations de conflit dont il est saisi?

¹ Des mécanismes régionaux ont été mis en place en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud et en Afrique. En Afrique, en particulier, un certain nombre d'initiatives intéressant les travaux du Conseil de sécurité ont été prises. On mentionnera, par exemple, la Déclaration de Nairobi du 15 mars 2000 sur le problème de la prolifération des armes légères illicites dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique (A/54/860-S/2000/385, annexe) et le programme d'action correspondant de novembre 2000; la décision prise par le Conseil de la Communauté de développement de l'Afrique australe les 13 et 14 août 1999 et son protocole relatif aux armes à feu; la Déclaration sur les armes légères de la Southern African Regional Police Chiefs Cooperating Organization; la Déclaration de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest d'octobre 1998 relative à un moratoire sur l'importation, l'exportation et la production d'armes légères en Afrique occidentale; les efforts déployés par le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale et l'appui qu'il apporte aux organes constitutifs du Mécanisme d'alerte rapide et Force multinationale de l'Afrique centrale; et la Déclaration de Bamako du 1er décembre 2000 relative à une position commune sur la prolifération, la circulation et le trafic illicites d'armes légères et de petit calibre (A/CONF.192/PC/23).